

LA CROIX

Mouvements migratoires : « Il faut éviter à la fois le catastrophisme et l'angélisme »

Par Recueilli par Emmanuelle Réju, le 30/11/2020 à 06h02

L'évolution de la population mondiale est aussi bien porteuse de conflits que d'apaisement. Pour le politologue Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (1), rien n'est écrit à l'avance. Démographie, où va le monde ?



La Croix : Dans un monde où la population continue de croître et où les ressources semblent limitées, va-t-on finir par se battre pour l'accès à l'eau potable, aux sols arables, aux matières premières ?

Bruno Tertrais : Allons-nous vraiment manquer de ressources ? Ce n'est pas établi. La technologie, le marché et la capacité d'adaptation de l'activité humaine rendent cette hypothèse peu probable. Nous n'allons sûrement pas manquer de pétrole, par exemple, mais il est possible que son coût d'exploitation devienne un jour tellement élevé que les sociétés seront incitées à accélérer leur transition énergétique. En matière d'alimentation, je rappelle que les famines ont quasiment disparu malgré la croissance de la population mondiale. Et si des tensions existent, elles sont dues à des problèmes de distribution, à la spéculation, aux conflits ou à une mauvaise gouvernance, non à la raréfaction des ressources.

L'époque où l'on se faisait la guerre pour des ressources peu accessibles ou rares est révolue. Pour une raison simple : dans une économie mondialisée – et qui le restera, Covid ou pas Covid –, il est plus facile, c'est-à-dire moins coûteux, d'acheter que de voler !

Jean-Hervé Lorenzi : « Il faut s'adapter de manière positive au vieillissement »

Les seuls conflits qui persistent aujourd'hui dans ce domaine ont pour objet des ressources non pas rares mais abondantes, comme les minerais, les bois précieux... ou les hydrocarbures. Si la Turquie mène une politique agressive en Méditerranée orientale en voulant sa part du gâteau gazier, c'est davantage dans une perspective de souveraineté énergétique que par peur de manquer de gaz : il y en a partout.

Ne peut-on craindre des tensions autour de l'accès à l'eau potable ?

B. T. : S'il y a un mythe, c'est bien celui-là. L'accès à l'eau peut être un paramètre dans un conflit, il n'en est jamais la cause principale. Les vrais manques d'eau sont rares, localisés et résultent souvent davantage d'une mauvaise gestion que d'une indisponibilité de la ressource.

Si l'accès à l'eau est modifié, par exemple par l'édification d'un barrage, ce n'est pas au point de mettre un pays à genoux. C'est une arme que les États ont toujours hésité à utiliser. On peut toujours dire que cela viendra. Je constate pour ma part que les guerres de l'eau annoncées depuis trente ans ne se sont toujours pas produites.

Le face-à-face entre la Chine et les États-Unis va-t-il continuer à dominer la scène diplomatique mondiale ou les évolutions démographiques vont-elles changer la donne ?

B. T. : D'ici à 2030, les relations entre les États-Unis et l'Asie resteront centrales, en termes économiques et stratégiques, comme elles le sont aujourd'hui. Trois géants démographiques domineront la scène, l'Inde, la Chine et les États-Unis. Mais un phénomène intéressant se produira à cette échéance : les courbes de population de la Chine et de l'Inde vont se croiser. L'Inde deviendra non seulement la première puissance démographique mondiale – ce dont elle ne manquera pas de se prévaloir – mais elle pourrait aussi devenir à cette époque un véritable relais de croissance économique pour le monde entier, avec une pyramide des âges favorable.

Démographie, la Chine vieillit trop vite

Tandis que la Chine, elle, vieillira rapidement. Sa force de travail deviendra de moins en moins importante alors que la charge de ses aînés, dans un pays qui n'a pas de système de retraite développé, sera de plus en plus lourde. Alors que la République populaire se rapprochera de la date symbolique de son centenaire en 2049, elle aura du mal à se prétendre la première puissance mondiale. Quand la Chine grisonnera, l'Inde s'éveillera !

Le centre de gravité du monde sera-t-il alors uniquement asiatique ?

B. T. : Pas du tout, l'Amérique restera en troisième position, et c'est majeur. Ce pays a encore aujourd'hui une population dynamique, alors même qu'il a achevé depuis longtemps sa transition démographique. Outre le maintien d'une fécondité non négligeable, il reste un pays d'immigration. Une tendance contraire à celle de l'Europe dont la population est sur le déclin, et à la Russie, qui a entamé une véritable descente aux enfers démographique. D'ailleurs, à cet horizon, c'est la décroissance de toute l'Eurasie – Europe, Russie, Chine, Japon, Corée... – qui se dessine.

Toutes ces tendances vont se poursuivre d'ici à 2050. Seul bémol : les États-Unis perdront leur troisième place au profit du Nigeria – ce qui nous rappelle que la transition démographique est loin d'être achevée en Afrique subsaharienne – mais la portée de cette évolution est plus symbolique que géopolitique.

Peut-on s'attendre à des tensions liées aux mouvements migratoires ?

B. T. : En la matière, il faut éviter à la fois le catastrophisme et l'angélisme. La tendance générale de long terme est à un accroissement des déplacements de population. Mais cette augmentation sera lente et mesurée. La proportion de migrants dans la population mondiale a en effet peu évolué depuis 1960, malgré des déplacements moins coûteux et la possibilité de rester en contact avec son pays d'origine avec la téléphonie mobile. Mais le passage des frontières est devenu, dans de nombreux cas, plus ardu.

Par ailleurs, les flux migratoires les plus massifs ne sont pas ceux auxquels on pense spontanément. Les migrants du Sud vont davantage vers le Sud que vers le Nord, et ceci de plus en plus. Il n'y aura pas de ruée des Africains vers l'Europe. Ils sont les habitants de la planète qui émigrent le moins ! L'idée selon laquelle l'Afrique se développe et que l'émigration africaine va donc augmenter est juste, puisqu'il faut un minimum de moyens pour mener à bien une aventure migratoire ; mais suggérer comme certains que 150 millions d'Africains vont arriver en Europe d'ici à 2050 est totalement absurde et n'a aucune base empirique.

D'où viennent ces crispations autour des migrations ?

B. T. : Les populations occidentales changent. En 1990, la part de la population née à l'étranger dans les pays européens était rarement supérieure à 5 %. Elle est aujourd'hui supérieure à 10 % dans la moitié des États membres de l'Union. L'Amérique « blanche » devrait devenir minoritaire à l'horizon 2045-2050. Non seulement la proportion de personnes nées à l'étranger augmente rapidement dans les pays de l'OCDE mais la composition de cette immigration évolue. En Europe, elle est dorénavant surtout issue du continent nord-africain ; aux États-Unis, du continent asiatique. D'où mon hypothèse que se développe une forme « d'insécurité démographique ».

Faut-il faire moins d'enfants pour sauver la planète?

C'est un phénomène plus profond et plus répandu qu'il ne l'était il y a trente ans. Il s'observe aussi

bien dans des pays traditionnellement ouverts à l'immigration, comme les États-Unis, que dans des pays fermés aux étrangers, comme les pays de l'ancien bloc de l'Est, qui vivent un net déclin démographique.

Le fait que certains mouvements politiques en fassent leur cheval de bataille et exagèrent l'ampleur et les conséquences du phénomène migratoire ne doit pas conduire à minimiser cette perception de plus en plus profondément ancrée. J'y vois une des clés, si ce n'est la clé, du vote populiste en Europe et plus largement dans les pays occidentaux. Le populisme est à mon sens un « retour du refoulé migratoire » et une forme de révolte très liée à cette question.

Certains agitent même la peur d'un « grand remplacement » des populations européennes, orchestré depuis Bruxelles...

B. T. : Cette expression est parfois employée dans les milieux conservateurs des pays occidentaux, censée décrire une évolution démographique naturelle, qui serait même encouragée par des institutions comme l'Union européenne – qui, il est vrai, entretient une vision parfois naïve de l'immigration. Mais cette idée n'est pourtant guère validée par les chiffres : même si la part de la population d'origine non européenne augmente, la proportion de résidents nés hors UE reste inférieure à 10 % dans les grands pays.

Derrière cette notion se cache parfois la crainte de l'islam. « Racial » à l'origine, le grand remplacement serait aujourd'hui « culturel ». Sauf que même en prenant en compte l'hypothèse d'une forte immigration, on estime que l'Europe ne compterait pas plus de 15 % de musulmans en 2050. Pas vraiment un « remplacement »... Mais l'on peut prévoir que la population des pays occidentaux sera beaucoup plus diversifiée en 2050 qu'elle ne l'était en 1950.

Peut-on miser sur un avenir plus apaisé, avec une population mondiale vieillissante ?

B. T. : L'achèvement de la transition démographique dans l'immense majorité des pays laisse espérer à moyen terme une diminution des conflits internes, car la propension d'une société à la violence collective est corrélée à la forme de sa pyramide des âges.

Un monde plus âgé serait aussi un monde où, toutes choses égales par ailleurs, le risque de conflits entre États diminuerait. Il existe en effet une forte corrélation entre âge médian et état de la démocratie : dès lors que cet âge excède 29-30 ans, la probabilité qu'un pays soit une démocratie stable devient supérieure à 50 %. Or l'une des rares lois vérifiées de la science politique est que les démocraties ne se font pas la guerre.

Recueilli par Emmanuelle Réju

(1) Auteur du *Choc démographique*, Odile Jacob, février 2020, 256 p., 22,90 €.